



3 000 MW de solaire : Immense bond en avant et rupture salvatrice avec le tout fossile

Par [Chems Eddine Chitour](#)

Mondialisation.ca, 20 mars 2024

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Pétrole, Gaz de schiste, Énergie](#)

Analyses: [LE MAGHREB](#)

«Créer le navire, ce n'est point tisser les toiles, forger les clous, lire les astres, mais bien donner le goût de la mer.»

(Antoine de Saint-Exupéry)

Résumé

Un éclair dans le ciel passé, il faut le regretter, inaperçu par les Algériens et Algériennes, alors qu'il s'agit d'un premier jalon de la réelle indépendance énergétique à partir de son savoir-faire, sa création intellectuelle. Pour la première fois depuis l'indépendance, l'Algérie actuelle tente de mettre en œuvre une stratégie visant, si elle était poursuivie avec la même détermination, de sortir graduellement de la dépendance dangereuse au tout fossile et penser de ce fait à l'Algérie de demain. Le coût global de ces 3 000 MW serait autour de 2 milliards de dollars.

Pourquoi c'est important ? Les énergies fossiles représentaient jusqu'à présent 2% de la capacité totale installée et contribuaient d'une façon marginale à la production d'électricité. Dans un an, les 3 000 MW qui représentent un bond en avant (multiplié par 7 la capacité solaire en passant de 2% à 10%) seront opérationnels et produiront de l'énergie électricité équivalente de 1 000 MW thermique.

Dit autrement, cela veut dire que nous allons épargner l'équivalent de 1,5 milliard de m³ par an qui peuvent être vendus ou laissés aux générations futures. En clair, c'est comme si Sonelgaz, non seulement, ne consommerait plus de gaz, mais au contraire mettrait à la disposition du pays 1,5 milliard de m³ de gaz chaque année équivalant à un gisement de gaz pour lequel on investirait constamment. Il vient que dès la troisième année, le gaz épargné permettrait de payer le financement initial après l'électricité est gratuite selon la durée des panneaux solaires autour de 25 ans.

Pour la première fois en déclenchant le compteur du renouvelable, l'Algérie peut se battre, non seulement dans le renouvelable et l'hydrogène vert, mais elle sera très économe de son gaz, qu'elle vendra au plus offrant, non pas contre des dollars, mais contre un savoir-faire avec la devise suivante : chaque m³ de gaz vendu devra être compensé par la mise au point d'un kWh solaire ou un kg d'hydrogène vert ! C'est cela la réussite de la transition énergétique à l'actif de ce gouvernement.



Tournant décisif dans le développement des énergies renouvelables en Algérie

«Ainsi, comme rapporté, le groupe Sonelgaz a signé, jeudi, à Alger, des contrats avec les sociétés nationales et étrangères ayant remporté l'appel d'offres national et international pour la production de 3 000 mégawatts (MW) d'énergie solaire photovoltaïque, lancé l'année dernière. Il s'agit de l'appel d'offres lancé par Sonelgaz, en février 2023, pour la réalisation d'un projet d'une capacité de 2 000 mégawatts, consistant en la réalisation de 15 centrales solaires photovoltaïques, d'une capacité de production de 80 à 220 MW chacune, réparties sur 12 wilayas. Le groupe a signé, à cet effet, 14 contrats avec 8 soumissionnaires ayant remporté l'appel d'offres. S'agissant de cet appel d'offres, 140 sociétés, dont 34 algériennes et 106 étrangères (20 nationalités), ont retiré le cahier des charges. Le deuxième appel d'offres est ancien, lancé par le ministère de la Transition énergétique une première fois en 2022, concerne le projet de production de 1 000 MW ("Solar 1 000 MW"), à travers la réalisation de 5 centrales solaires photovoltaïques d'une capacité de 50 à 300 MW chacune, réparties sur 5 wilayas.»(1)

«La cérémonie de signature des contrats organisée par le président-directeur général de Sonelgaz s'est déroulée à El-Aurassi. Outre les deux ministres en charge, j'ai été invité en tant qu'ancien ministre du MTEER qui a participé à la création de la société *Shams* qui a suivi l'appel d'offres du projet "Solar 1 000 MW" conception PDG de Sonelgaz. On notera aussi la présence du commissaire du CEREFÉ, du président de l'ARH et d'Al Naft et des cadres de Sonelgaz, ainsi que de représentants d'entreprises publiques et privées.» (1)

Dans une allocution prononcée à cette occasion, M. Arkab a qualifié ces deux projets de

«tournant décisif» et de «grand pas» dans

«le développement des énergies renouvelables et respectueuses de l'environnement en Algérie». C'est aussi une démarche «qui vient incarner la volonté ancrée et la conduite éclairée du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en faveur de l'exploitation optimale des énergies propres et renouvelables, notamment l'énergie solaire».

Le projet de production de 3 000 MW est une nouvelle opportunité qui permet aux sociétés nationales privées et publiques de développer l'intégration industrielle suivant la dynamique de développement du secteur industriel, en général, de plus, ce projet permettra de «concrétiser des partenariats entre des entreprises nationales et étrangères, qui contribueront au renforcement des capacités des ressources humaines et au transfert de technologie dans ce domaine». Et d'expliquer, ces contrats permettront de transférer la technologie aux sociétés nationales qui participeront à la réalisation des centrales solaires, «le gaz naturel est une énergie qui accompagnera toujours la transition énergétique, comme réaffirmé lors du 7e Sommet des chefs d'État et de gouvernement du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), qui s'est tenu à Alger début mars».(1)

De son côté, Mme Dahleb a souligné l'importance de ce projet «historique» dans la réalisation de la sécurité énergétique en Algérie, relevant son rôle dans la transition vers un modèle énergétique résilient et équilibré, à travers l'ouverture des investissements dans les projets des énergies renouvelables, d'autant que l'Algérie

«œuvre résolument à développer une stratégie nationale énergétique bas-carbone, à même de lui permettre d'être un acteur dans ce domaine. À son tour, le PDG de Sonelgaz a fait savoir que le groupe avait mis en place un plan d'action visant à conférer davantage d'efficacité à la réalisation de ce projet, le projet de production de 3 000 MW d'énergie solaire photovoltaïque s'inscrit dans le cadre du Programme de développement des énergies renouvelables, décidé par les hautes autorités. À noter, en dernier lieu, que Sonelgaz prévoit de lancer un autre programme de 3 000 MW, probablement durant l'année en cours. La livraison de toutes ces stations (20 au total) est échelonnée durant l'année 2024 et la moitié de l'année 2025. «42 % des réalisations seront pris en charge par des entreprises algériennes ou en partenariat avec des entreprises étrangères».(1)

L'historique de l'épopée des énergies renouvelables

Pour l'histoire, sans remonter à la création du Commissariat aux Energies Nouvelles en 1980, il faut savoir en effet qu'en l'espace de 60 ans l'Algérie a produit plus de 2,5 milliards de tonnes de pétrole et l'équivalent de 3 000 milliards de m³ de gaz. Graduellement et avec les contraintes climatiques mais aussi la diminution des réserves. Consciente de cela, l'Algérie amorce une dynamique d'énergie verte en lançant un programme ambitieux de développement des énergies renouvelables et d'efficacité énergétique et préparer l'Algérie de demain. Le programme des énergies renouvelables actualisé consiste à installer une puissance d'origine renouvelable de l'ordre de 22 000 MW à l'horizon 2030 pour le marché national, avec le maintien de l'option de l'exportation comme objectif stratégique, si les conditions du marché le permettent.

L'Algérie s'est engagée sur la voie des énergies renouvelables afin d'apporter des solutions globales et durables aux défis environnementaux et aux problématiques de préservation

des ressources énergétiques d'origine fossile à travers le lancement d'un programme ambitieux pour le développement des énergies renouvelables qui a été adopté par le gouvernement en février 2011, révisé en mai 2015 et placé au rang de priorité nationale en février 2016, l'Algérie s'engage alors dans une nouvelle ère énergétique durable. Le programme des énergies renouvelables dans sa version actualisée consiste à installer une puissance d'origine renouvelable de l'ordre de 22 000 MW à l'horizon 2030 pour le marché national, avec le maintien de l'option de l'exportation comme objectif stratégique. Ainsi, les économies d'énergie cumulées engrangées seraient de l'ordre de 93 millions de TEP, dont 63 millions de TEP d'ici 2030 et le reste au-delà de cet horizon.(2)

Les choses n'ayant pas avancé dans la direction voulue, le programme des énergies renouvelables n'a pas démarré dans les faits. Il faut citer cependant d'abord la création du Cerefe en octobre 2019. Le programme mis en œuvre par SKTM filiale de Sonelgaz a permis l'installation de 380 MW solaire et 10MW éolien avec deux opérateurs de Chine et d'Allemagne.

Le programme du président de la République 2020+

À la fin de 2019, la situation était la suivante : 24000 MW de capacités de centrales thermiques. «À la fin décembre 2022, avec les efforts, la puissance totale installée en énergies renouvelables (EnR) s'élevait à 589,7 MW (mégawatts) dont 460,8 MW englobant 422,6 MW raccordées au réseau et 38,2 MW hors réseau et 120 MW d'hydroélectricité héritage de 1962. Toujours à fin décembre 2022, la capacité cumulée des énergies renouvelables installée par le ministère de l'Intérieur représente 4,1% du parc national des énergies renouvelables hors hydroélectricité, soit une capacité de 18,96 MW.

« Le parc des énergies renouvelables du ministère de l'Intérieur est constitué de : — 5 226 kits PV pour l'électrification des zones d'ombre totalisant une capacité de 8,88 MW, soit 47% des réalisations du ministère — 850 écoles solarisées avec une capacité évaluée à 6,62 MW, soit 35% des réalisations du ministère de l'Intérieur et représentant une croissance de +10,4% par rapport à la capacité cumulée à fin décembre 2021 — 34 506 points d'éclairage public solaire cumulant une capacité de 3,45 MW, soit 18% des réalisations du ministère de l'Intérieur. La capacité installée par le ministère de l'Intérieur durant la période 2020 et 2022, évaluée à +9,85 MW, représente un peu plus que le double de la capacité cumulée installée jusqu'à la fin décembre 2019 (9,11 MW), soit une croissance de +108%.» (3)

Création du ministère de la Transition énergétique et des Energies renouvelables (MTEER)

Conformément à l'engagement du candidat président Abdelmadjid Tebboune dans le cadre des 54 engagements. Fin juin 2020, j'ai reçu comme mission de lancer la transition énergétique et les énergies renouvelables. Pour la première fois depuis l'indépendance, un ministère est créé. Ce ne fut pas facile à mettre en œuvre. Très vite j'ai martelé que la transition énergétique voulue par le Président, pour qu'elle réussisse, nécessite l'engagement de toute la société et de tous les départements ministériels. Avec ma petite équipe d'une dizaine de personnes, nous avons développé un certain nombre d'actions de responsabilisation de tous les secteurs en ce qui concerne l'efficacité énergétique. 22 ministères ont reçu notre visite et nous avons mis en place plusieurs conventions, notamment avec l'industrie, les transports, l'habitat le commerce, les affaires religieuses, l'éducation, l'enseignement supérieur, l'intérieur et une antenne, un «*Monsieur Énergie*

renouvelable» a été installé auprès des ministères pour suivre le développement de la transition énergétique à la fois dans le cadre de la mise en œuvre des économies d'énergie mais aussi de développer l'autoconsommation.

Parallèlement, un plan de 1 000 MW a été élaboré et nous nous appuyons sur un travail qui a été fait par le ministère de l'Énergie, nous avons validé, voire corrigé la liste des sites retenus par un travail de proximité avec les différentes wilayas retenues et 3 000 ha ont été mobilisés. Parallèlement, la société *Shems*, dédiée aux énergies renouvelables, a été créée avec une co-tutelle Sonelgaz-Sonatrach. L'appel d'offres était prêt depuis mai 2021 ; entre-temps, en juillet 2021, changement, le nouveau ministre continue sur la lancée et finalement l'appel d'offres a été lancé, une prorogation a été permise. La réception des appels d'offres s'est faite mais le choix de financement n'a pas été résolu. Arrive septembre 2023, une nouvelle réorganisation a heureusement fait que le programme énergie renouvelable revienne au ministère de l'Énergie et des Mines et c'est tout naturellement que Sonelgaz a hérité du projet «1 000 MW Solar».

La réalisation remarquable de Sonelgaz

C'est un fait, il faut saluer ce coup de reins salvateur du ministère de l'Énergie et des Mines, qui, conscient de l'importance du challenge, a fait ce qu'il fallait pour concrétiser cette première étape. Il faut aussi saluer objectivement la prouesse de Sonelgaz qui, sans faire de tapage, fait ce qu'elle fait et surtout fait ce qu'elle dit. Souvenons-nous fin 2022, disparition du MTEER, l'inquiétude était grande concernant les engagements du Président. Fin janvier 2023, le groupe a été chargé «officiellement» par les pouvoirs publics de réaliser 15 000 mégawatts en énergies renouvelables et qu'un appel d'offres national et international sera lancé avant la fin du premier trimestre 2023 pour réaliser 2 000 MW d'EnR comme première phase. Ce qui fut fait. Le problème du financement ayant été pris en charge par Sonelgaz.

En l'espace de 6 mois, un appel d'offres a été lancé de 2 000 MW avec des délais fermes aux différents soumissionnaires. Le lundi 24 juillet 2023, ouverture des plis relatifs à la réalisation du projet de centrales solaires d'une capacité totale de 2 000 MWc, en présence du directeur général de l'Agence internationale des énergies renouvelables, Monsieur Francesco La Camera.

Dans la foulée, avec le nouveau directeur de la société *Shems*, l'appel d'offres des 1 000 MW Solar a été réactivé, les anciennes soumissions ont été reconfirmées.

Ensuite, le processus d'ouverture des plis s'est fait dans les délais fixés, les négociations avec les opérateurs furent menées en ayant à l'esprit de décrocher le plus bas prix d'installation du kWh avec les meilleures garanties de performance, de fiabilité et de mise en œuvre des équipements. Nous nous retrouvons ce début mars avec 20 contrats signés avec les différents opérateurs.

En terme d'emplois, le Plan vert de 3 000 MW solaire c'est en moyenne 4 emplois par MW. L'emploi direct en lien avec l'expansion des énergies renouvelables avec les activités directement liées à l'expansion. L'emploi indirect est généré le long de la chaîne de valeur, en amont des activités économiques directement liées au développement des énergies renouvelables. Des cadres ingénieurs devraient être recrutés à commencer par la trentaine d'ingénieurs spécialistes formés par le MTEER (PGS) pour prendre en charge le noyau des ingénieurs des centrales solaires à construire par la société *Shems*.

Le Plan hydrogène vert

C'est un fait, la production d'énergie électrique provenant du solaire est un grand pas dans la stratégie de production d'hydrogène vert grâce à deux segments que l'Algérie maîtrise, le solaire, et aussi la production d'eau dessalée. Il reste le troisième membre, à savoir l'électrolyse de l'eau qui nous permettra de produire de l'hydrogène vert mais nous ouvre de grandes perspectives dans l'ammoniac vert, les engrais. Il faut pour cela que nous produisions de l'électricité verte à la fois pour la consommation importante, réduisant de ce fait le recours au gaz, que nous devons laisser autant que possible aux générations futures. Il nous faudra alors produire de l'électricité verte pour produire de l'hydrogène vert qui remplacera graduellement, en terme de rente, le gaz.

La coopération pour l'hydrogène vert avec l'Allemagne

Le deuxième challenge après celui de la production de l'électricité solaire est celui pour l'Algérie de produire de l'hydrogène vert à partir de l'électrolyse d'eau dessalée avec l'électricité provenant des centrales solaires, nous fondons l'espoir sur la coopération développée par le ministère de l'Énergie avec l'Allemagne. L'Algérie aspire à devenir un acteur majeur dans la production d'hydrogène vert, visant à exporter 10% des besoins de l'UE d'ici 2040. Cette ambition pourrait, non seulement, améliorer les perspectives économiques du pays mais également créer de nouveaux emplois, tout en déplaçant progressivement le secteur énergétique vers des sources plus durables.

Le «SouthH2Corridor» représente un pas significatif vers la diversification des importations d'énergie en Europe, contribuant ainsi à la sécurité énergétique du continent.

«L'Algérie et l'Allemagne ont franchi une étape significative dans leur partenariat énergétique en annonçant leur collaboration renforcée dans la production d'hydrogène vert. Les deux pays ont conjointement créé une taskforce bilatérale sur l'hydrogène. Cette entité, mise en place dans le cadre de leur partenariat énergétique existant, vise à promouvoir les conditions-cadres essentielles à la production, au stockage et au transport d'hydrogène vert et de ses dérivés. La déclaration d'intention, signée à Alger par le ministre fédéral de l'Économie et de la Protection du climat, Dr Robert Habeck, et le ministre algérien de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, souligne l'importance stratégique de cette collaboration. Le ministre Habeck a souligné que l'Allemagne et l'Algérie, partenaires énergétiques depuis 2015, cherchent à étendre leur coopération et à encourager l'Algérie à investir davantage dans les énergies solaire et éolienne.»(4)

«Nous voulons renforcer l'Algérie dans sa production future d'hydrogène vert, en encourageant des investissements accrus dans les énergies renouvelables, créant ainsi une chaîne de valeur propre», a déclaré le ministre Habeck. Il a également souligné «l'engagement de l'Allemagne et de l'UE en tant que potentiels acheteurs d'hydrogène vert, soulignant la nécessité de créer les conditions techniques et économiques nécessaires pour les futures livraisons d'hydrogène entre l'Algérie et l'Europe. Ce corridor vise à étendre le réseau existant de pipelines de gaz pour l'hydrogène renouvelable, de l'Algérie à la Tunisie, l'Italie et l'Autriche jusqu'au sud de l'Allemagne».(4)

«Le partenariat entre l'Allemagne et l'Algérie est un exemple clair de la façon dont les défis du changement climatique et de la transition énergétique peuvent être abordés dans de nouvelles constellations», a déclaré le secrétaire d'État parlementaire Stefan

Wenzel (BMWK). Le projet du «*SouthH2Corridor*» a été présenté. Il s'agit d'un pipeline pour le transport d'hydrogène vert, qui va relier l'Italie, l'Autriche et l'Allemagne à l'Afrique du Nord. Le pipeline aura une longueur de 3300 km, dont 70% seront constitués d'infrastructures réaffectées de gaz naturel, et disposera d'un potentiel d'importation de 4 millions de tonnes d'hydrogène par an d'ici 2030 ».

« Ensuite, le contrat de mise en œuvre de la coopération technique entre l'Algérie et l'Allemagne sur le sujet «Technologie et développement socio-économique pour les énergies renouvelables et l'hydrogène vert - TaqatHy» a été signé. Le projet est financé par le ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ) et mis en œuvre en collaboration avec le ministère algérien de l'Énergie et des Mines (MEM). Il a pour objectif de promouvoir le développement et l'utilisation des énergies renouvelables et de l'hydrogène vert en Algérie par le biais de la coopération technique et la construction d'un électrolyseur de 50 MW.(5)

Un programme à notre portée dans le prochain quinquennat

L'idée est de réfléchir à la façon dont l'électricité solaire peut changer fondamentalement la vie et l'économie dans le Sud. On sait que les centrales solaires seraient opérationnelles pour la plupart dans un an, la disposition des différentes centrales du Nord vers le Sud montre que l'on peut disposer de l'énergie du Nord-Sud pour alimenter des trains électriques. Se pose alors le challenge suivant : maintenant que l'électricité serait disponible, l'eau aussi, le développement du Sud ne serait plus un mirage mais une réalité. Le Sahara deviendrait graduellement le sanctuaire de l'agriculture et des agrumes... Mais pour y arriver, il fallait de l'électricité et de l'eau, choses qui seraient disponibles dès l'année prochaine en abondance.

Imaginons une transsaharienne électrique qui a été lancée en Conseil de gouvernement. Un train qui fait Alger-Tamanrasset à 160 km/heure ; pour les 1 925 km, cela ferait 12 heures. Un train classique comportant 600 places, se déplaçant à 160 km/h et consommant 3 100 kWh /100km, ce que la centrale solaire de proximité pourrait fournir sans difficulté tout au long du trajet, surtout si, à terme, les centrales sont reliées au réseau. Imaginons les gains en gasoil et essence pour les usages de ce mode de transport. Le Sud deviendrait alors de plus en plus un eldorado avec la création d'opportunités qui viendraient compenser les difficultés du Nord saturé, 90% de la population sur 15% du territoire. On devrait penser à une nouvelle vision du futur par la création de villes nouvelles avec la disponibilité de l'eau, de l'électricité et du rail. Plus que jamais le pays a besoin d'un Schéma national d'aménagement du territoire en phase avec les défis du futur de ce XXI^e siècle où l'intelligence humaine devra optimiser ses atouts. L'agriculture connaîtrait alors un bond en avant qualitatif. Il en sera de même d'autres activités du secteur tertiaire, des transports, l'avion ne serait plus le transport obligé.

Imaginons que des trains commencent à sillonner le Sahara, en dehors du giga-projet de Gara Djebilet, où est prévue une ligne de voie ferrée de près de 1 000 km, la ligne Tamanrasset permettra le développement du transport de marchandises, notamment des produits agricoles, mais aussi des citoyens. On peut même penser à la conception de villes nouvelles, lieux de vie où de nouvelles perspectives se développeraient. Dans ces conditions, construire 10 000 logements par ville nouvelle en commençant par le trajet In Salah-Tamanrasset (le transfert d'eau potable entre In-Salah, à 1 200 km au sud d'Alger, et Tamanrasset, sur 700 km, est opérationnel, projet qui a pourtant une très grande importance économique, politique et sociale pour toute la région. Lancé en 2008, inauguré

en avril 2011, le projet, réalisé par des entreprises chinoises, a coûté trois milliards de dollars, pour une double canalisation réalisée sans contrainte majeure. Elle mettait en place un système de transfert de 100 000 m³ par jour pour sécuriser l'alimentation en eau potable de Tamanrasset. Le transfert de l'eau commence à In Salah à partir de l'immense nappe albiennaise de 45 000 milliards de m³ qui s'étend jusqu'en Tunisie et en Libye. Mais au final, malgré ses surcoûts et ses approximations, le projet devait sécuriser de nombreuses villes le long de son parcours, et assurer de l'eau potable à Tamanrasset sur un demi-siècle, le transfert sera suffisant pour une ville de 400 000 habitants, l'eau des forages, actuellement disponible à Tamanrasset, pourra être réorientée vers l'agriculture, dans la vallée de l'oued Tamanrasset.(6)

Sur le trajet, avec la disponibilité des centrales solaires proches, il est possible de créer des lieux de vie, un peu à la manière des États-Unis qui ont développé leur pays par une politique de grands travaux où ils ont mobilisé la jeunesse en créant des millions d'emplois et des villes nouvelles.

Conclusion

On peut espérer qu'à ce rythme de développement des énergies renouvelables, à savoir une cadence de 3 000 MW par an en utilisant le mode de financement le plus utilisé dans le monde, à savoir le financement IPP ou le Producteur Indépendant d'Énergie (privé, national ou étranger ou partenariat) comprenant une garantie du prix max du KWh, de la prise en charge des opérations d'exploitation et de maintenance ainsi que de la performance d'une ferme solaire pour une durée d'au moins 20 ans, le financement de type IPP pourrait même être utilisé pour la mise en place du Plan hydrogène vert.

Nous avons montré que le développement du renouvelable et de l'hydrogène vert équivaut à des gisements fossiles de gaz et de pétrole pérenne ce qui est la seule garantie pour les générations futures. Ces «gisements verts» nécessitent un investissement qui sera très rapidement rentable et sûr, contrairement, il faut le dire, à la prospection pétrolière ou gazière qui est coûteuse, aléatoire et surtout qui dépend de l'extérieur pour les prix. Ceci dit, rien n'est exclu : le gaz de schiste serait une divine surprise s'il venait à être produit par une technique respectueuse de l'environnement. Il faut s'y préparer sérieusement pour le futur par la formation et la mise de garde-fous environnementaux visant à sécuriser les forages.

Pour en revenir à Sonelgaz, on ne se rend pas compte du professionnalisme de cette entreprise citoyenne qui met en œuvre la stratégie de l'État en rendant disponible l'énergie d'une façon quasi permanente. On s'est habitué à ce que ce service de mettre à disposition de l'électricité et du gaz d'une façon permanente est naturel. Les citoyens ne savent pas la quantité de défis à relever pour acheminer le gaz de Sonatrach, l'envoyer dans une centrale thermique, le brûler, produire de l'électricité, la transporter, la transformer, la brancher derrière le compteur qui permet d'allumer l'interrupteur.

«De l'époque EGA en 1962 à l'émergence d'un Groupe énergétique de premier plan au niveau national, reconnu et notoire à l'échelle du continent africain et du bassin méditerranéen, Sonelgaz a écrit durant cinquante cinq années l'une des plus belles pages du développement économique et social de l'Algérie, «Joyau de la République», présente partout sur le territoire national, jusque dans les zones les plus éloignées, en assurant un taux de pénétration d'électricité de plus de 99%, un taux de pénétration de gaz de plus de 60%, taux les plus élevés au monde, Sonelgaz a contribué à améliorer la qualité de vie des

familles algériennes leur permettant d'entrer résolument dans le monde moderne.(7)

Notre souhait, que Sonelgaz ne s'endorme pas sur ses lauriers, il serait indiqué qu'elle mène à bon port les 3 000 MW, et qu'elle mette en chantier sans tarder une nouvelle tranche de 3 000 MW chaque année pour atteindre les 15 000 MW en 2030. Sonelgaz devrait aussi réfléchir à l'autre challenge : produire de l'électricité solaire pour prendre le challenge de l'Algérie de subvenir aux besoins de l'Europe à hauteur de ses besoins à 1 million de tonnes d'hydrogène vert issu d'environ une autre puissance de 15 000 MW solaire qui seraient opérationnels vers 2035. C'est schématiquement le contenu de la 28e Journée de l'énergie des élèves de l'École polytechnique et qui aura lieu le 16 avril 2024 au Centre de conférences de Sonelgaz.

La citation de Saint-Exupéry s'applique à l'atmosphère qui règne au sein de la bonne ambiance de Sonelgaz, le PDG Mourad Adjal n'explique pas à ses collaborateurs le détail de ce qu'ils doivent faire, il leur inculque le désir de la réussite finale. Sonelgaz, son staff et son président sont, au risque de nous répéter, à féliciter car sous la houlette du ministre de l'Energie et des Mines, lui-même ingénieur et ancien PDG de Sonelgaz, ils nous ont montré que l'Algérie n'a pas dit son dernier mot. Cet événement n'a pas eu la diffusion qu'il mérite au vu du potentiel d'opportunités qu'il permet. Il mérite une bonne émission qui devrait être bien faite pour expliquer cette révolution silencieuse efficace sans m'as-tu-vu mais ô combien déterminante pour le pays.

Prof. Chems Eddine Chitour

Notes :

1. <https://www.aps.dz/economie/168294-production-de-3-000-mw-d-energie-solaire-photovoltaique-sonelgaz-signes-des-contrats-avec-les-societes-concernees> 14 Mars 2024
2. <https://www.energy.gov.dz/?rubrique=energies-nouvelles-renouvelables-et-maitrise-de-lrenergie>
3. <https://www.aps.dz/economie/159798-energies-renouvelables-pres-de-590-mw-de-puissance-installee-a-fin-2022>
4. <https://www.energypartnership-algeria.org/fr/home/translate-to-fr-habeck/>
5. <https://www.energypartnership-algeria.org/fr/home/4eme-edition-de-la-journee-algero-allemande-de-len-ergie>
6. <https://algeria-watch.org/?p=9058>
7. <https://www.sonelgaz.dz/fr/category/historique>

<https://www.lesoiralgerie.com/contribution/3-000-mw-de-solaire-immense-bond-en-avant-et-rupture-salvatrice-avec-le-tout-fossile-114252> 18-03-2024,

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Chems Eddine Chitour](#), Mondialisation.ca, 2024

Articles Par : **[Chems Eddine Chitour](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca